



GAZETTE NATIONALE ou LE MONITEUR UNIVERSEL.

A dater du 7 nivose an 8, les Actes du Gouvernement et des Autorités constituées, contenus dans le MONITEUR, sont officiels.

N° 65.

SAMEDI, 5 Mars 1808.

EXTÉRIEUR.

RUSSIE.

Petersbourg, le 6 février.

La nouvelle suivante fait, depuis quelques jours, le sujet de toutes les conversations :

L'automne dernier, un garçon serrurier crut devoir dénoncer à la police de Moscou, comme une chose extraordinaire, que son maître, allemand d'origine dormait le jour; mais que, d'après sa manière d'être, il était aisé de juger qu'il travaillait la nuit, et se procurait même par là de quoi vivre fort largement. Un officier de police bien accompagné se transporta, le soir même, à la demeure indiquée, fit percer avec une vrille le volet de l'atelier, mais n'aperçut par ce trou qu'une pièce obscure que traversait le rayon d'une lumière assez vive; ayant frappé, cette lumière disparut aussitôt. Alors on menaça d'enfoncer la porte de la maison. Le serrurier ouvrit enfin, mais ne voulut laisser entrer personne dans son atelier. Lorsqu'on eut déployé devant lui les titres de l'autorité, au nom de laquelle on lui faisait cette visite inattendue, il conjura l'officier de police de vouloir bien entrer seul, et le conduisit par une trappe dans un souterrain où il lui montra la planche d'acier destinée à faire de faux billets de banque. Il lui dit qu'il était parfaitement rassuré sur son sort, puisque c'était la Banque même de Petersbourg qui l'avait chargé de ce travail; et, pour le prouver, il lui fit voir l'ordre formel qu'il en avait reçu, signé des directeurs de la Banque, lequel ordre lui avait été remis par une personne considérable de Moscou, le conseiller-d'état ***. qui possédait vingt mille roubles de revenu. L'officier de police exhorta le serrurier à rester tranquille, en attendant les suites de l'événement. Il demanda au gouverneur de Moscou l'arrestation du conseiller-d'état; mais il ne put l'obtenir, ce dernier ayant prêté, dit-on, il y a quelque temps, au gouverneur de très-fortes sommes à 2 pour cent d'intérêt. La nuit suivante, le feu prit à la maison du serrurier, et cet incendie fut si subit et si violent que le malheureux serrurier y périt.

L'affaire cependant n'avait pu être entièrement étouffée. Un négociant qui, depuis quelques jours, venait de recevoir du conseiller-d'état *** un paiement assez considérable pour une de ses correspondances, alla déclarer à la police que, parmi les vingt-cinq billets de banque qu'il en avait reçus, il y en avait un qui n'était pas signé. (Les billets sont toujours signés de trois directeurs de la Banque.) On le chargea de reporter ce faux billet à la personne qui le lui avait remis, et de bien l'observer dans ce moment. L'homme trop justement suspecté changea le billet avec le plus grand sang-froid, et se plaignit seulement de la négligence des directeurs qui lui avaient déjà envoyé pour la troisième fois de ces billets non signés. Il invita le négociant qui voulait se retirer, à lui tenir compagnie, se trouvant aux arrêts dans sa maison pour cette sottise méprise, et fit apporter à déjeuner. Vers l'heure du dîner, le négociant voulut enfin retourner chez lui. A peine rentré, il se trouve mal et meurt. Après ce dernier incident, la police n'hésita plus à faire arrêter M. le conseiller-d'état, et à l'envoyer sous une bonne escorte à Petersbourg. Il attend maintenant ici son jugement comme faux monnayeur, comme incendiaire et comme empoisonneur. On croit cependant que sa punition se bornera au knout et aux travaux publics des mines.

(Journal de Paris.)

DANEMARCK.

Copenhague, le 20 février.

Si les premières explications données par les ministres anglais au parlement britannique, sur les motifs de l'expédition de Copenhague, nous avaient remplis d'une juste indignation, le discours que M. Canning a prononcé dans la séance des communes, le 3 de ce mois, nous a au contraire causé le plus grand plaisir; car ce discours, destiné à justifier complètement l'odieuse conduite du gouvernement anglais, n'est propre qu'à mettre plus en évidence l'injustice de ce gouvernement, puisqu'il n'est au fond qu'un tissu de mensonges grossiers, un amas d'interprétations absurdes des faits les plus notoires. Par ces artifices, M. Canning a pu embarrasser pour quelques moments les membres de l'opposition qui ne sont pas assez instruits de la vérité des faits. Nous relevons

quelques-unes des assertions les plus fausses de ce ministre. M. Canning a dit, entr'autres choses, ce qui suit :

« Je dois avouer que la proposition que nous fîmes d'avoir en dépôt la flotte danoise, était dure; mais la nécessité des circonstances adoucissait beaucoup ce qu'elle avait d'odieux. Le gouvernement danois lui-même voyant les dangers s'accumuler autour de lui, avait pensé à vendre sa flotte. Je sais d'une source authentique, que ce gouvernement était déjà entré en négociation avec l'ambassadeur russe, au moins pour la vente d'une partie des vaisseaux de guerre danois. »

Cette assertion est d'une absurdité si manifeste, qu'elle ne mérite pas d'être réfutée sérieusement. Est-ce M. Canning qui a inventé cette fable, ou seulement a-t-il eu la bonhomie d'y croire? En effet, qu'avait besoin la Russie de nos vaisseaux? ne possède-t-elle pas une flotte trois fois plus nombreuse que la nôtre? C'étaient nos marins qu'il fallait qu'elle se procurât. Pourquoi donc M. Canning ne dit-il pas qu'on avait fait aussi la proposition de vendre les marins danois à la Russie?

Voici un autre passage du discours de M. Canning :

« Un maréchal étranger, chargé d'une mission secrète, a eu une entrevue avec le prince-royal de Danemarck, à Kiel, dans la nuit du 21 juillet : je n'en ai pas une certitude officielle; mais je n'en suis pas moins convaincu, et je sais qu'à l'époque dont il s'agit, tout le monde y croyait aussi bien à Kiel qu'à Hambourg et à Petersbourg. »

Le public des villes de Kiel, de Hambourg et de Petersbourg se charge de donner un démenti à cette assertion, d'autant plus ridicule dans la bouche de M. Canning, qu'il dit dans la suite de son discours, qu'il a évité avec soin de citer aucun fait qui ne fût pas de notoriété publique.

Troisième passage du discours de M. Canning :

« Notre envoyé extraordinaire près le gouvernement danois, M. Jackson, n'a pu remplir une partie de sa mission. A son arrivée à Kiel, il avait espéré voir le prince royal dans la matinée du jour suivant; mais ce prince était déjà parti pour Copenhague, le jour même qu'il devait donner audience à notre ministre. M. Jackson le suivit; mais à son arrivée à Copenhague, il apprit que le prince était retourné à Kiel. Le ministre danois, auquel il s'adressa à Copenhague, avait ordre de ne pas écouter ses propositions. Le ministre danois à Kiel n'avait pas voulu entrer en négociation avant le retour d'un courrier de Copenhague, et de même le ministre danois à Copenhague ne voulut pas négocier avant le retour d'un courrier de Kiel. »

Les véritables circonstances qui ont accompagné la négociation de M. Jackson sont connues de tout le monde. Cet envoyé anglais arriva à Kiel le 6 août au soir; il eut, le jour suivant, une première entrevue avec le comte de Bernstorff, et obtint, le 8, l'audience qu'il avait demandée au prince royal. Dans ces deux entrevues, M. Jackson se borna à proposer à notre cour, avec les menaces les plus insultantes, l'alternative impérieuse d'une guerre immédiate ou d'une alliance entre l'Angleterre et le Danemarck, dont la première condition devait être l'extradition de la flotte danoise. Ce ne fut que le soir du 8, et non pas le matin, que le prince royal partit pour Copenhague. Il est très-probable que dès ce moment le prince n'a eu aucun égard au desir qu'avait exprimé M. Jackson d'obtenir encore une entrevue, ni aux courses inutiles de cet envoyé. On avait donné à M. Jackson la réponse positive « que ses propositions n'étaient pas seulement susceptibles d'être discutées. »

Enfin, dans plusieurs passages de son discours, M. Canning accuse le Danemarck « d'avoir, pendant tout le cours de la dernière guerre, montré une grande partialité contre l'Angleterre. » Cette inculpation, officiellement énoncée dans le sénat britannique, ne peut qu'honorer notre gouvernement aux yeux de toutes les puissances continentales, et elle doit convaincre ces puissances combien était peu fondé le reproche contraire qu'on nous a également fait d'avoir montré de la partialité pour l'Angleterre. La destruction violente de notre neutralité sera jugée par tous les hommes impartiaux, comme elle l'a été par l'empereur de Russie dans cette déclaration à jamais mémorable, où ce grand souverain proclame à la face de l'Europe et de la postérité, « que le Danemarck, par sa conduite sage et modérée, s'est acquis une dignité morale parmi les monarchies. » (Journal de l'Empire.)

ALLEMAGNE.

Hambourg, le 24 février.

Les nouvelles de Stockholm sont tout-à-fait à la guerre. Les Russes sont décidément entrés en Finlande, et les troupes suédoises ont reçu ordre de se rendre à marches forcées sur les frontières. Le général en chef comte de Klingsporf est parti le 10 février de Stockholm pour la Finlande; la place d'adjudant-général de l'armée est confiée à M. le colonel Peyron; et les lettres de la Scanie annoncent un traité d'alliance conclu entre la Suède et l'Angleterre, en vertu duquel cette dernière fournit 20,000 hommes, et 100,000 liv. st. de subsides par mois.

Les lettres de Copenhague, du 10 février, ajoutent qu'une escadre anglaise est arrivée dans les parages de Gothenbourg, et que quatre frégates, trois bricks et un vaisseau de ligne sont arrivés à Gothenbourg même; qu'on y a déjà débarqué 3700 hommes et 500 chevaux venus sur trente-cinq navires de transport; enfin que sept vaisseaux de ligne se trouvent à quelque distance de Marstrand, ne pouvant pas approcher de terre à cause des glaces. Gothenbourg est rempli d'officiers. Toutes ces nouvelles ne reposent au reste que sur les seuls rapports des voyageurs. (Publiciste.)

ROYAUME DE WESTPHALIE.

Cassel, le 23 février.

S. M. vient de rendre le décret suivant :

A la réception du présent décret, les préfets et sous-préfets détermineront un jour où ils se transporteront dans le lieu de la séance des tribunaux de justice. Ils y prendront le serment du président, lequel, après que le préfet ou le sous-préfet se sera retiré, le donnera à tous les magistrats et employés au tribunal.

Les maires et bourguemestres dans les villes, chef-lieu de département et de district, se rendront chez les préfets et sous-préfets, et y prêteront le serment. Ils le donneront ensuite à tous les employés à la municipalité.

Il détermineront un jour auquel tous les habitants, de quelque état qu'ils soient, assemblés sur la place publique, prêteront individuellement et ensemble le serment.

Les préfets et sous-préfets, chacun dans leur arrondissement, donneront ordre aux baillis de leur envoyer leur serment par écrit et de le faire prêter, sur les places publiques, à tous les habitants du bailliage, qui se réuniront à cet effet dans le chef-lieu du bailliage.

Le serment général et public des habitants dans notre ville de Cassel sera prêté le 21 février, à onze heures du matin, jour de naissance de la reine, notre très-chère et bien aimée épouse.

Il sera dressé des procès-verbaux de toutes les prestations de serments, et ils seront envoyés et conservés aux archives des départements dans chaque chef-lieu. (Idem.)

ROYAUME D'ITALIE.

Milan, le 25 février.

Dimanche prochain la division italienne, de retour de la Grande-Armée, fera son entrée solennelle dans cette capitale, où on prépare des fêtes en l'honneur de ces braves.

L'ouverture du port franc de Venise aura lieu le 1^{er} avril prochain, en vertu d'un décret de S. A. I. le vice-roi d'Italie.

(Journal de l'Empire.)

INTÉRIEUR.

Cologne, le 27 février.

M. le préfet de ce département vient de proposer au 20 mars prochain l'ouverture, et au 10 mai suivant la clôture de l'inscription des individus qui sont dans le cas d'être membres de l'association des bateliers navigant sur le Rhin, dont S. Exc. le ministre de l'intérieur a approuvé le projet qui lui avait été présenté par la direction de l'octroi de navigation.

Paris, le 4 mars.

Des lettres adressées à S. Exc. le grand-chancelier de la Légion d'honneur, par M. le vice-amiral Martin, préfet maritime du 5^e arrondissement, et grand-officier de la Légion, ainsi que par M. Guichard, maire de la commune d'Arvert, ont fait connaître un acte de bravoure et de dévouement d'un légionnaire, M. Mazeau, retiré du bataillon des marins de la Garde impériale, lequel, au péril de sa vie, a sauvé celle de deux naufragés.

Le 26 janvier dernier, à midi, par un vent d'ouest-nord-ouest des plus impétueux, accompagné de glaçons, le chasse-marée le *Saint-Jacques*, capitaine Moufflet, du port de Pauliac, sur la Gironde, a fait naufrage sur la côte d'Arvert; le tems et la mer étaient terribles; trois hommes qui composaient l'équipage de ce bâtiment, allaient être engloutis dans les vagues. M. Mazeau, du haut de la vigie, qui lui est confiée, vit leur danger, se déshabilla, vola au secours de ces infortunés; le froid le saisit, il retourna à terre, prit un gilet et un caleçon de laine, se remit à l'eau, acosta autant qu'il le put le bâtiment, cria au capitaine de se jeter à l'eau, et qu'il le sauverait. Le capitaine, trop confiant en lui-même, refusa ce secours, s'embarqua dans son canot, et disparut à l'instant. De deux frères, nommés Got, l'un matelot, âgé de vingt ans, l'autre mousse, âgé de treize ans, le premier se jeta à l'eau; M. Mazeau le conduisit au rivage; le second suivit l'exemple de son frère; M. Mazeau vola à son secours, et après avoir lutté contre l'impétuosité de la mer, parvint à lui sauver la vie.

MINISTÈRE DU GRAND-JUGE.

Par jugement du 4 décembre 1807, sur la demande de Pierre Foissac, cultivateur à Anglure, et autres intéressés,

Le tribunal de première instance à Villefranche, département de l'Aveyron, a ordonné une enquête pour constater l'absence de Jean-Antoine Foissac, disparu il y a plus de 10 ans, sans qu'on ait eu de ses nouvelles depuis cette époque.

Par jugement du 30 juin 1807, sur la demande de Louis-Pierre Lafond, charbon, et de Sophie-Agathe, sa femme, demeurant commune de Saint-Lubin, au hameau de la Haye,

Le tribunal de première instance à Dreux, département d'Eure-et-Loir, a déclaré l'absence de Jacques Gobet, leur frère et beau-frère, enrôlé comme réquisitionnaire sous les drapeaux de l'Etat, et dont on n'a pas eu de nouvelles depuis le 28 pluviôse an 10.

Par jugement du 5 décembre 1807, sur la demande de Renée Freulet, rentière à Châteaubriant,

Le tribunal de première instance à Châteaubriant, département de la Loire-Inférieure, a déclaré l'absence de François-René Freulet.

Par jugement du 11 décembre 1807, sur la demande de Jacques-François Alinquant, couvreur-plombier à Compiègne, et de Marie-Anne-Françoise Decharly, son épouse,

Le tribunal de première instance à Compiègne, département de l'Oise, a ordonné une enquête pour constater l'absence de Louis-Alexandre Decharly, de Compiègne.

Par jugement du 18 décembre 1807, sur la demande de Jacques Dolivet, demeurant à Equilly, et autres intéressés,

Le tribunal de première instance à Châteaudun, département d'Eure-et-Loir, a déclaré l'absence de Jean-Louis Marchand, parti en 1793 pour le service militaire.

Par jugement du 24 septembre 1807, sur la demande de Henri Lumelius, cultivateur à Kallstodt, en déclaration d'absence de Léonard Lumelius, son frère consanguin, disparu depuis trente-six ans, sans qu'on ait eu de ses nouvelles,

Le tribunal de première instance à Spire, département de Mont-Tonnerre, a ordonné une enquête pour constater l'absence de Léonard Lumelius.

VOYAGES.

Voyages dans l'intérieur de la Louisiane, de la Floride occidentale, et dans les îles de la Martinique et de Saint-Domingue, pendant les années 1802, 1803, 1804, 1805 et 1806; contenant de nouvelles observations sur l'histoire naturelle, la géographie, les mœurs, l'agriculture, le commerce, l'industrie et les maladies de ces contrées, particulièrement sur la fièvre jaune, et les moyens de les prévenir; en outre, contenant ce qui s'est passé de plus intéressant, relativement à l'établissement des Anglo-Américains à la Louisiane; suivis de la Flore Louisianaise; par C. C. Robin, auteur de plusieurs ouvrages sur la littérature et les sciences. Trois volumes in-8^o de 1400 pages, avec une grande et belle carte coloriée et le portrait de l'auteur, gravés en taille-douce (1).

DEUXIÈME ET DERNIER EXTRAIT.

(Voyez le Moniteur du 13 février.)

La description de Pensacolle et des autres parties de la Floride occidentale que l'auteur eut occasion de parcourir, occupe environ soixante pages du second volume. Je vais la réduire à ce qu'elle m'a paru offrir de plus intéressant.

Pensacolle, capitale de la Floride occidentale, est située au 9^e degré de longitude vers le milieu de la partie septentrionale du golfe du Mexique, au fond d'une baie dont les environs sont rians, salubres et fertiles. Cette ville est bien déchue, sous les Espagnols, de l'état florissant où elle était précédemment: jadis on y cultivait avec succès le riz, le maïs, le coton; les mûres, les bois de construction, les planches, le goudron, la résine et les pelleteries devenaient de jour en jour des branches plus importantes de commerce; on multipliait les habitations, tant autour de la ville que sur les bords de la rade et des rivières voisines. La ville elle-même s'agrandissait dans la même proportion. Différentes jetées en bois s'avancèrent dans la rade, où mouillaient toujours une cinquantaine de bâtimens européens. « Sous la domination espagnole, dit M. Robin, la tradition a seule conservé des traces de commerce de mûre, de bois et de résine; les habitations rurales, les agriculteurs ont disparu; le maïs ne se tire plus que des habitations de la Mobile; les volailles même en viennent: le riz s'achète de la Nouvelle-Orléans, ainsi que les farines, le vin et les denrées européennes. Les frais de transport de ces denrées en font presque doubler le prix; le pain y vaut douze sous la livre, tandis qu'il devrait n'en valoir tout au plus que moitié; en même tems, faute de consommation et de débouché, on n'y a pas même de marché; personne n'a rien à vendre, et ne pourrait, dans la réalité, retirer la valeur de son tems. J'ai vu des pêcheurs obligés de jeter une partie de leur poisson, après en avoir vendu le plus beau à vil prix. Un malheureux retiré à une demi-lieue de la ville, cultive des melons d'eau, production presque naturelle à ces contrées, et il a de la peine à s'en défaire: c'est le seul agriculteur de cette colonie. La viande de boucherie n'y coûte que trois s.; ce n'est pas un sou, en proportion du numéraire de ce pays avec celui de France. Mais le beurre, dont la fabrique demande quelques soins, y coûte, en été, de 36 à 48 s., et en hiver plus de 3 fr.

Chaque particulier a des vaches qui restent jour et nuit dans les bois hiver et été, et qu'on traite une fois le jour. Une vache coûte au plus 30 à 36 fr. Elles sont d'une race anglaise qui s'est bien soutenue.

Quoique le sol de la ville de Pensacolle et de ses environs ne soit qu'un sable fin, si peu liant qu'on a de la peine à marcher dans les rues, il produit cependant en très-grande abondance des fruits et des légumes de toute espèce. Les oranges, les figuiers, les pêchers y sont de la plus grande beauté; la vigne y fournit des raisins excellens; mais les pruniers, les pommiers et les poiriers y réussissent moins bien. Les légumes ordinaires sont le giraumont ou le potiron sucré, et la calebasse qui jette ses trainasses avec une telle profusion, qu'elles montent jusqu'au haut des maisons où l'on en fait d'agréables couverts. Toutes les espèces de melon y viennent également et sans culture. Il en est de même des laitues, des choux et de la plupart de nos herbes de France. On y cultive aussi des pommes de terre d'une espèce pareille à la nôtre, et différentes sortes de fèves parmi lesquelles il s'en trouve plusieurs que nous n'avons pas. On a essayé aussi d'y planter des cannes à sucre, et

(1) Prix, 17 fr. br., et 21 fr. 50 c. franc de port par la poste; en papier vélin, 34 fr.

A Paris, chez F. Buisson, libraire, rue Gît le-Cœur, n^o 10.

M. Robin assure y avoir vu de ces plantations aussi belles, aussi vivantes que dans les îles.

En hiver les Indiens apportent du gibier en profusion, des canards, des chevreuils et des dindons sauvages couverts de graisse pesant jusqu'à trente livres, qu'on ne paie que 25 sous, même en denrées. Le bois n'y coûte rien, et l'auteur prétend que ce serait un bienfait pour le pays que d'en consommer beaucoup; mais il en faut payer la façon et le transport, ce qui ne laisse pas d'être considérable dans un pays où l'on n'aime pas le travail. Une voiture d'environ deux tiers de corde se paie 10 à 12 escalins (6 à 7 fr.)

Les rivières et la mer y sont tellement poissonneuses, que l'auteur assure « avoir vu le poisson » fourmiller à l'entrée de la rade en si grande quantité, qu'on aurait dit un vent léger qui ridait la surface des eaux. Les coquillages y sont également abondans, sur-tout les huîtres, dont on trouve de grands bancs aux anses de la rade ainsi qu'aux embouchures des rivières.

Tout ce qui existe à Pensacolle est militaire, ou vit de quelque profession nécessaire à ceux de cet état. L'agriculture et le commerce y sont tout-à-fait nuls. Aussi remarque-t-on une très-grande diminution dans la population de cette ville, où beaucoup de maisons qui étaient occupées du tems des Anglais, sont maintenant abandonnées ou en ruines. Les habitans ne subsistent que des sommes que le gouvernement espagnol y dépense annuellement; mais ces dépenses, quelques fortes qu'elles fussent jamais, ne retournant point comme les produits de l'agriculture et du commerce en fonds utiles et reproduisants, ne pourront jamais redonner à cette ville son aisance et sa splendeur passées. De leur côté les militaires, entre lesquels ces sommes sont presque exclusivement partagées, accoutumés à une vie indolente, pour qui des plaisirs dispendieux sont des besoins et qui ne se regardent dans ces lieux que comme des passagers, n'ont guères la volonté ou les moyens de se livrer à des entreprises fécondantes de commerce ou d'agriculture. Ainsi rien n'annonce que dans l'état de choses actuel, Pensacolle puisse être tirée de l'état de stupeur où elle languit.

Les amusemens de cette ville sont aussi bornés que son commerce.

Les femmes y sont douces, affables et prévenantes; elles ont adopté toutes nos modes et notamment nos robes légères, à taille et à manches courtes, si convenables dans leur climat, où les étés sont longs et brûlans. Les sages préceptes de Rousseau sur l'éducation ont pénétré jusqu'au milieu d'elles. Toutes les mères s'y font un plaisir et un devoir d'allaiter elles-mêmes leurs enfans. Puissent-elles conserver long-tems ce salutaire usage!

Ces détails sont suivis de considérations topographiques et politiques sur le port de Pensacolle, dans lesquelles l'auteur fait voir tous les avantages que la possession de ce port offre à l'Espagne, et combien il importe à cette puissance de le conserver; tant pour s'assurer l'empire du golfe du Mexique que pour tenir les Américains en échec dans la Louisiane. Il examine ensuite la forme actuelle du gouvernement de ce pays; il la trouve vicieuse et sujette à une foule d'abus de tout genre.

L'auteur termine cette partie de son ouvrage par l'histoire assez curieuse d'un aventurier anglais, nommé Bawles; qui, par suite des liaisons de commerce qu'il entretenait avec les Sauvages de la Floride, devint leur ami, leur compagnon, et bientôt après leur chef. Il organisa alors, dans tout le pays, une insurrection générale contre les Espagnols, qui aurait pu avoir les suites les plus fâcheuses pour ceux-ci, si un événement imprévu ne l'eût arrêté au moment même où tout semblait disposé pour la faire éclater avec succès. Bawles s'étant rendu à la nouvelle-Orléans, sur les sollicitations du gouverneur de la Louisiane, pour conférer avec celui-ci, y fut arrêté malgré la sauve-garde qu'on lui avait donnée. On le fit aussitôt partir pour l'Espagne; mais le bâtiment qui le portait ayant été pris par les Anglais, dans la dernière guerre, Bawles fut ramené à Londres où il fut accueilli avec distinction par les personnages les plus considérables, et notamment le duc d'York. Les encouragemens qu'il reçut le déterminèrent à repartir de nouveau pour aller se remettre à la tête de ses Sauvages.

Le gouverneur de la Louisiane, après avoir tenté inutilement de le ressaisir par les armes, prit le parti de mettre sa tête à prix. L'appât de l'or ébranla la fidélité des compagnons de Bawles; ils le livrèrent eux-mêmes aux Espagnols. On ignore ce qu'il est devenu depuis; on présume qu'il est détenu dans quelque prison de la Havanne, pour être échangé à la paix.

Après avoir séjourné plus d'un mois à Pensacolle, l'auteur se rend à la Nouvelle-Orléans. La description de cette ville occupe plusieurs chapitres; je me bornerai à en analyser ici les passages où il nous parle de l'industrie et du commerce de cette capitale de la Louisiane, comme étant ceux qui présentent le plus d'utilité, et qu'il importe le plus de connaître.

La population de cette ville, qui s'élève à environ 12,000 âmes, est composée de Français, d'Espagnols, d'Anglo-Américains, d'Allemands, de nègres ou de mulâtres, ceux-ci pour la plupart esclaves. Le principal état est celui de négociant en gros; les détailliers (que M. Robin appelle *détaillistes*, mot qui n'est pas français) y sont très-nombreux et gagnent communément 25 pour cent. Une des professions les plus lucratives est celle de boulanger; celle de boucher n'est pas moins avantageuse, eu égard à l'immense consommation de viande qui se fait dans cette ville. Mais les bénéfices qu'on fait dans ces différents états, ne peuvent être comparés à ceux que rapporte le métier de tailleur. « Des tailleurs français, dit M. Robin, se font payer pour la façon d'un simple habit jusqu'à dix piastres; le plus souvent ils fournissent les étoffes, ce qui est encore un moyen de bénéfice; j'ai vu, continue-t-il, quelques uns d'eux qui avaient gagné en deux à trois ans, cinq à six mille piastres. La concurrence des gens de couleur exerçant ce métier, ne saurait être très-nuisible à des Européens supposés plus instruits des modes. »

Les souliers et les bottes s'y apportent tout faits de la France ou des Etats-Unis; mais ils sont pour l'ordinaire si mauvais, qu'on préfère en faire faire à la ville, quoique le cuir n'y soit pas d'une bonne qualité. De bons cordonniers qui viendraient d'Europe et qui en tireraient des cuirs bien préparés feraient promptement fortune à ce que pense l'auteur. La menuiserie qui s'y fait par des gens de couleur est très-défectueuse; on ne peut l'avoir bonne que par les Européens ou des ouvriers des Etats-Unis, et l'excessive cherté de la main-d'œuvre y a bientôt enrichi ceux qui se livrent à cette profession. L'ébénisterie n'y est encore exercée que par des Anglo-Américains, dont le travail est bien inférieur à celui des ouvriers de Paris. L'état de charpentier est encore un de ceux qui y rapportent le plus de bénéfices, surtout lorsque l'ouvrier joint à cet état quelques connaissances en mécanique. Comme on ne ferre point les chevaux à la Louisiane, l'état de maréchal-ferrant n'y est d'aucun rapport. La serrurerie y est nulle aussi, ou au moins d'un très-mince produit. Tous les ouvrages de ce genre y arrivent d'Europe tout faits, et s'y vendent à si bon marché, qu'on préfère employer un objet neuf que d'en faire raccommoder un vieux. Il en est de même des montres, des pendules et de toute la quincaillerie en général.

Cet exposé rapide de l'état actuel de l'industrie à la Nouvelle-Orléans, est suivi de quelques réflexions assez curieuses sur la manière dont s'exerce l'art de guérir. L'intempérance naturelle des habitants, leur ignorance absolue sur tout ce qui tient à l'économie animale, jointes aux variations fréquentes de l'atmosphère, leur rendent très-nécessaires les secours de la médecine. Aussi l'état d'officier de santé ou d'apothicaire y est très-lucratif; mais malheureusement pour les Louisianais, la plupart de ceux qui vont chez eux exercer ces états, ne sont que des aventuriers sans talents, que l'appât du gain seul fait traverser les mers, et non le désir louable de soulager l'humanité.

Le chapitre suivant contient une indication très-étendue des différents objets qui s'importent à la Louisiane. La plupart de ces objets, et notamment les étoffes, les draps et la quincaillerie proviennent des fabriques anglaises. La France ne lui fournit guère que des vins, des huiles d'olives et des fruits confits. Ce n'est pas qu'on n'y préfère quelques étoffes manufacturées en France, les toiles de Jout, par exemple, aux indiennes anglaises; mais, dit M. Robin, le bon marché de celles-ci leur donnera toujours un plus grand débit qu'aux nôtres. Il en est de même des draps. Les chapeaux de France, quoique plus chers que ceux d'Angleterre ou des Etats-Unis, y sont recherchés parce qu'on les trouve mieux feutrés, mieux apprêtés que ceux-ci; mais c'est le seul article que fournisse le commerce français; car tout le reste, outils, quincaillerie, instruments aratoires, armes, etc., sont de manufacture anglaise.

Les nègres, que M. Robin classe parmi les objets de commerce, sont beaucoup plus chers à la Nouvelle-Orléans que dans toute autre colonie. La raison qu'il en donne, « c'est que la peur, née de l'insurrection de Saint-Domingue, a rendu extrêmement difficile l'importation des nègres, et qu'il y a tant de terres à cultiver que personne n'en a assez. » Un nègre brut (comme l'appelle l'auteur) venant d'Afrique, s'y vend 4 à 500 piastres; un nègre créole qui a des talents, 1000 et jusqu'à 1400 piastres; un nègre qui sait un métier se loue jusqu'à 30 piastres par mois; une négresse, 12 à 15.

Après ces renseignements sur toutes les parties du commerce et de l'industrie de la Louisiane, renseignements que j'ai considérablement abrégés, M. Robin nous trace un tableau rapide mais assez piquant des mœurs, des usages, des plaisirs et des réunions des habitants de la Nouvelle-Orléans.

Il paraît à l'entendre, qu'ils sont fort adonnés aux plaisirs de la table, et que le jeu est une de leurs occupations favorites. Mais il excuse en quelque sorte cette passion, en faisant remarquer que cette ville est tout-à-fait dépourvue d'amusements, et il part de là pour faire sentir la nécessité des spectacles dans les grandes villes, et particulièrement dans celles des colonies. Ces vues me semblent raisonnables; malgré les déclamations éloquentes de Rousseau contre les spectacles, je les crois très-nécessaires aux grandes villes; mais je doute que des colons entièrement voués au commerce, peu versés dans la littérature, prissent jamais à ce genre d'amusement un plaisir bien vif, bien constant, et qui pût contrebalancer avec fruit cet amour du gain qui semble inné en eux, et que les chances du jeu lui donnent, sinon la certitude, au moins l'espoir de satisfaire.

« Les femmes de la Nouvelle-Orléans auraient, dit l'auteur, de l'esprit comme ailleurs, si elles étaient stimulées par le désir de plaire, ou si leurs maris étaient un peu plus galans. Mais, comme elles ne connaissent que le sentiment de l'orgueil et le plaisir de commander, elles se contentent d'être impérieuses envers leurs nègres, et d'affecter le plus grand mépris pour les femmes de couleur. En général, elles paraissent aimer passionnément la danse, du moins si l'on en juge par le très-grand nombre de bals qui se donnent dans cette ville, en hiver comme en été. »

Je terminerai cet aperçu des mœurs des Louisianais, en citant quelques fragmens du passage où l'auteur nous parle de l'état de la religion et de l'administration de la justice dans ce pays.

« L'immense région de la Louisiane n'a pas plus, en tout, d'une douzaine de prêtres séculiers ou religieux; et pour ce si petit nombre d'ecclésiastiques, le gouvernement espagnol avait établi un évêque à la Nouvelle-Orléans avec quinze mille piastres d'émolument, tandis que le gouverneur n'en a que sept mille, et chaque curé trente par mois, avec son casuel qui se réduit à peu de chose. Tous les établissemens isolés et peu peuplés, ne voient que très-accidentellement un prêtre, pas plus qu'en France nos campagnes ne voyaient leurs évêques. Dans l'absence des curés, baptême qui veut et comme il l'entend; et quoique, sous le gouvernement espagnol l'on meure sans eux comme ailleurs, l'on ne s'en aperçoit guère. Quant aux mariages c'est le commandant du canton qui les fait, autrement les futures perdraient dans l'attente les jours propices aux amours; on voit bien que la nécessité n'a point de loi. Lorsqu'un prêtre parcourt ces contrées, il génère dans les eaux du baptême des gens qui sont déjà dégénérés par la vicillesse, et il appelle la multiplication sur des couples qui depuis long-temps ne sauraient plus multiplier. La religion dans cette colonie est toute en forme; le fonds n'y est pour rien. J'appelle fonds ces notions que la religion donne sur la Divinité, sur la nature de l'âme, sur sa destination, sur les devoirs de la Société et particulièrement sur l'art de diriger ses passions. Ces objets ne font plus partie de la religion dans ces contrées, et je doute que les ministres s'y entendent. »

« On est à la ville, continue l'auteur, assez content des capucins qui font les fonctions de curés; ils laissent les consciences libres. Dans aucun pays du monde la tolérance n'est plus étendue; dans aucun pays aussi l'on n'en use plus largement; des femmes, les nègres et les officiers à la suite de leur gouverneur, sont à-peu-près les seuls qui vont à l'église. Ici on n'a pas même besoin de savoir lire pour être philosophe, pour mépriser les préjugés populaires. Ces capucins, maintenant si tolérans, auraient bien voulu l'être moins. Un jour le chef de ces capucins notifia au gouverneur l'injonction d'établir l'inquisition; ce fut un grand sujet de rumeur dans la colonie, presque toute française. Le gouverneur, pour réponse au *réquisitoire* de l'inquisition, le fit embarquer et conduire en Espagne, chose inouïe sous ce gouvernement; le capucin est revenu, a repris ses fonctions pastorales, a oublié dans le fait ses projets d'inquisition, si toutefois il ne les pas a encore en tête. »

Ce que dit l'auteur relativement à la législation de la Louisiane, ne donnera pas une idée bien satisfaisante de l'état actuel de l'administration de ce pays. Les lois y sont bonnes, dit-il, et disposées de manière à prévenir les abus et protéger l'innocence; cependant elles produisent un effet tout-à-fait contraire, par l'abus qu'en font les gens qui sont chargés de les exécuter, et que l'auteur nous représente comme étant, pour la plupart, des hommes avides, ignorans ou corrompus. Mais, ajoute-t-il, l'excès des maux en est quelquefois le remède. « On a tellement éprouvé les injustices de la justice, que presque tous les habitants ont perdu l'habitude de plaider. »

M. Robin se trouvait encore à la Nouvelle-Orléans lorsque M. Laussat, préfet colonial, prit possession de la Louisiane au nom de la France, le 30 novembre 1803, et lorsqu'il rétrocéda cette

colonie aux Etats-Unis le 20 décembre même année. Il rapporte avec assez de détails les principales particularités qui précéderent et suivirent cet acte important, ainsi que la proclamation que le préfet colonial publia à ce sujet. Cette partie de son récit est terminée par quelques réflexions sur la conservation des immunités et franchises promises aux Louisianais par ce traité, et sur les conséquences que ce changement de domination doit produire relativement à l'état politique du pays.

Les quatre chapitres suivans contiennent une espèce de précis historique sur la Louisiane, depuis la découverte de cette colonie par les Canadiens jusqu'à sa cession aux Etats-Unis. L'auteur aurait dû sinon retrancher entièrement, au moins abréger de beaucoup ces détails, car tous les faits qu'il rapporte sont connus, se trouvent dans une foule d'ouvrages, notamment dans l'Histoire de Lepage-Dupratz, publié en 1758, et ont déjà été résumés d'une manière satisfaisante par M. l'abbé Raynal, dans son Histoire philosophique des Deux-Indes.

Après nous avoir ainsi fait connaître tout ce qui concerne la ville et le territoire de la Nouvelle-Orléans, M. Robin remonte le Mississippi jusqu'au poste des Ouachita. Il commence cette partie de son ouvrage par des préceptes généraux sur la manière de voyager dans l'intérieur de la Louisiane, les précautions qu'il faut prendre pour échapper aux dangers de la navigation du fleuve; etc. La route qu'il suit sur les bords de ce même fleuve, qu'il ne quitte que rarement, lui fournit encore des observations très-étendues sur plusieurs points d'histoire naturelle, et notamment sur la culture de la canne à sucre, les-quelles il serait trop long de rapporter ici. Je me bornerai seulement à dire que ces observations portent presque toutes sur des objets d'utilité publique; qu'elles m'ont paru judicieuses et savantes, et propres à augmenter nos connaissances dans plusieurs parties des sciences physiques et naturelles.

Le poste des Ouachita, où notre voyageur arrive après 45 jours de marche, est distant d'environ cent lieues de la Nouvelle-Orléans, et d'environ quinze lieues de la rive droite du Mississippi. Le genre particulier des productions de ce canton, son commerce, son industrie, ses relations avec la Nouvelle-Orléans sont décrits avec exactitude. Ce récit est égayé par l'histoire d'un petit mousse languedocien, nommé Badin, qui, arrivé à la Louisiane sans sou ni maille, et sans savoir lire ni écrire, est aujourd'hui, sous le nom pompeux de *monsieur de Badinasse*, un des plus riches propriétaires du canton des Ouachita, et s'en est fait le poète, et qui pis est le médecin, sans mieux savoir lire qu'à son arrivée.

L'auteur ne dépassa point ce canton; revenu à la Nouvelle-Orléans par la même route à-peu-près qu'il avait suivie en la quittant, il repartit peu de tems après de cette ville pour aller faire une excursion au poste des Atakapas, qui n'en est éloigné que d'une quarantaine de lieues; et c'est là que se terminèrent ses courses, qu'il n'a pas poussées, comme on le voit, bien avant dans l'intérieur du pays.

Les Ouachita sont, ainsi que les Atakapas, des postes que beaucoup de voyageurs ont déjà visités, et sur lesquels nous possédons déjà plusieurs relations. Ainsi, M. Robin aurait rendu de plus importants services à la géographie, si au lieu de se rendre au premier de ces cantons, il eût dirigé sa route au nord-ouest vers les Ouadoudaches et les Taouayaches, en remontant la Rivière-Rouge; ou si, tournant encore plus à l'ouest, et se rapprochant de la rivière de la Trinité, il eût tenté de pénétrer dans les vastes régions qui séparent la Louisiane du Nouveau-Mexique, et sont encore peu connues; mais un pareil voyage eût été long et dispendieux, et il offrait peut-être trop de difficultés, trop de dangers à un seul homme pour l'entreprendre sans bonne escorte.

Tel est le résumé de la partie géographique et historique du voyage de M. Robin. Il me reste à parler maintenant des mémoires sur différents sujets de politique et d'histoire naturelle qu'il a insérés dans sa relation, et qui sont en très-grand nombre. J'en ai déjà indiqué deux dans mon premier extrait, l'un sur la fièvre jaune et l'autre sur le dessèchement des marais. Je n'appellerai ici l'attention de mes lecteurs que sur ceux d'entre ces Mémoires qui me paraissent offrir le plus d'intérêt, et qui sont spécialement consacrés à la situation politique de la Louisiane; ils prouveront que l'auteur est un bon Français, sincèrement attaché à sa patrie, et qu'au milieu des plaines désertes de la Louisiane, comme sur les ports du golfe du Mexique, il n'a jamais perdu de vue les intérêts de la France, ni ceux de l'Espagne sa fidele alliée.

Dès que les Américains eurent pris possession de la Louisiane, ils voulurent y substituer la langue anglaise à la française. Cet acte violateur du traité de cession, ainsi que des droits des Louisianais, allait avoir les suites les plus fa-

cheuses pour la France. L'auteur parvint, si non à l'empêcher tout-à-fait, au moins à en suspendre l'effet en publiant un Mémoire où il prouve tous les droits qu'ont les Louisianais à conserver leur langue maternelle. Quelque tems après ce voyageur fut nommé membre d'un grand jury chez les Atakapas. Il s'agissait de prononcer d'après des lois qui n'étaient écrites qu'en anglais. L'auteur rédigea un arrêté qu'il fit signer par la totalité des membres du jury, portant refus de prononcer d'après des lois écrites dans une autre langue que la leur.

Consulté par le gouvernement espagnol sur les limites de la Louisiane, M. Robin fit à cet égard les recherches les plus exactes, et tira de l'obscurité incertitude où elle était restée jusqu'alors cette importante question d'état, qui intéresse si vivement la France et l'Espagne. Le Mémoire qu'il rédigea à ce sujet est sans contredit un des morceaux les plus utiles de son ouvrage. Il y établit avec clarté les limites de cette colonie qui se trouve beaucoup moins étendue qu'on ne l'avait généralement cru jusqu'à ce jour, puisqu'il y prouve que les établissemens français de la Louisiane ne se sont jamais avancés à plus de quinze à vingt lieues de la rive droite du Mississippi, depuis Arkansas jusqu'à la Nouvelle-Orléans.

L'auteur a inséré en tête du troisième volume d'excellens mémoires géographiques sur quelques contrées occidentales de la Louisiane, qui lui ont été fournis par M. Deblanc, commandant des Natchitoches. Ces notes, quoique très-concises, seront d'un grand secours pour les géographes; j'en pourrais tirer quelques citations curieuses, mais l'étendue considérable que j'ai donnée à cet extrait, ne me permet plus de le prolonger davantage.

Outre les mémoires dont je viens de parler, on trouvera encore disséminées dans le cours de l'ouvrage une foule de dissertations géologiques que je laisse le soin d'approfondir aux personnes plus versées que moi dans cette partie. Les idées qu'émet l'auteur sur la formation des prairies, sur celle des forêts, sur les eaux fluviales, sur les insectes, les chenilles, les crocodiles, fourniront, je n'en doute pas, d'utiles sujets de méditations aux savans et aux naturalistes. On a vu dans mon premier extrait que M. Robin admettait les causes finales. Fidéle à ce système, il y rattache toutes ses observations, toutes ses réflexions, et cela le fait quelquefois tomber dans des paradoxes assez étranges. Par exemple, il soutient que les chenilles, dont tous les agriculteurs redoutent si fort les ravages, sont au contraire un bienfait de la nature, qui ne les a créées que pour nous apprendre à ne pas semer toujours les mêmes plantes dans les mêmes terres; que les crocodiles, loin d'être dangereux pour les pays qu'ils habitent, leur sont au contraire très-utiles, en ce que battant de leurs larges queues les eaux stagnantes, ils les dessèchent, et contribuent ainsi à la salubrité du climat, etc. Enfin, il ne veut point que l'homme voye des fléaux dans aucune des productions de la nature, et il soutient que celles qui lui sont nuisibles, ne le sont que par sa faute.

Je n'ai point parlé dans cet extrait d'une relation fort étendue qu'on trouve dans le troisième volume, d'un prétendu assassinat commis sur la personne et la famille d'un aventurier français, nommé Saint-Julien, qui s'était fait chef de parti aux Atakapas. Cette affaire, qui fit beaucoup de bruit à la Louisiane et qui donna lieu à une procédure fort longue, n'intéresse que faiblement les Européens; et je ne comprends pas trop quel motif à pu déterminer M. Robin à remplir plusieurs chapitres des détails de cet événement, au récit duquel quelques pages auraient bien certainement suffi. En général cet écrivain se livre trop aux détails; c'est un reproche que je lui ai déjà fait dans mon premier extrait, et que ceci me fournit l'occasion de lui renouveler ici en finissant.

Son ouvrage est terminé par une Flore louisianaise, de plus de 200 pages d'étendue. Je laisse aux botanistes le soin d'apprécier le mérite d'un pareil travail qui m'a semblé d'ailleurs rédigé avec tout le soin, la précision et la méthode nécessaires.

La carte de la Louisiane, qui est jointe à ces trois volumes, est très-bien faite. Elle indique plusieurs lieux, et particulièrement un très-grand nombre de rivières qu'aucun géographe ne nous avait encore fait connaître.

J. T. VERNEUR.

GRAVURES.

AVIS.

On prévient les personnes qui ont souscrit pour la gravure de la Bataille de Marengo, d'après

le tableau de M. Lejeune, que la planche étant terminée, et l'auteur ayant eu l'honneur d'en présenter la première épreuve à S. M., il invite MM. les souscripteurs à faire prendre chez lui, rue Saint-Dominique, n° 28, les épreuves qui leur sont dues, ou bien à lui faire passer, franc de port, leurs adresses actuelles avec le récépissé de souscription.

MUSIQUE.

VIII^e et IX^e Nos du nouveau *Journal de harpe*, 2^e année, contenant :

1^o. *Les adieux*, musique de L. Jadin, membre du Conservatoire de France;

Les moutons, musique de Gilles, 1^{er} hautbois de l'Opéra-Comique;

Fantaisie pour la harpe :

2^o. Un air de la *Haine aux femmes*; paroles de M. Bouilli, musique de M. Doche, suivi d'un *air varié* pour la harpe; par Charles Bochs fils.

On s'abonne à Paris, chez B. Pallot, marchand de musique, palais du Tribunat, galerie de la rue Saint-Honoré, au coin de la rue du Lycée.

Le prix de l'abonnement est de 2 fr.

Couplets de la *Tête du diable*, paroles de M. Martainville, musique et accompagnement de Piano ou harpe; par M. Lanusse.

Prix 1 fr. 50 cent.

Les mêmes avec accompagnement de lyre ou guitare, 36 cent.

A Paris, chez Siéber, marchand de musique et d'instrumens, rue la Loi, n° 28, presque vis-à-vis la fontaine Traversière, à la Flûte enchantée, et chez l'auteur, rue de l'Echiquier, n° 39.

LIVRES DIVERS.

Ephémérides politiques de l'Empire français, contenant les principaux événemens qui ont eu lieu depuis le mois de mai 1789, jusqu'au 27 août 1807; par Gabriel Bordes, ex-employé. Un vol. in-18 imprimé avec soin, sur beau papier.

Prix 1 fr. 80 c., et 2 fr. 10 c. franc de port.

A Paris, chez Ch. Villet, libraires, rue Haute-feuille, n° 1; et chez l'auteur, rue Saint-Dominique, n° 46.

Les Loix de Polymnie et d'Euterpe, ou Choix de Poésies diverses, de M. S. E. de Bridel, recueillies et publiées par M. le baron de Bilderbeck. Un vol. in-8°, de l'imprimerie de P. Didot, l'ainé.

Prix, 5 fr., et 6 fr. franc de port.

A Paris, chez Maradan, libraire, rue des Grands-Augustins n° 9.

Traité des Hémorragies; par J. Lordat, docteur en médecine, médecin et chirurgien du dépôt de mendicité de Montpellier, etc. Un vol. in-8°.

Prix, 5 fr., et 6 fr. 50 c. franc de port.

A Paris, chez Goujon, libraire, rue du Bac, n° 33; et Brunot-Labbe, libraire, quai des Augustins, n° 33.

Troisième Mémoire sur le Jury, contenant une Analyse de la véritable théorie du Jury, et la Réponse aux objections proposées contre cette institution; par M. Bourguignon, l'un des magistrats du parquet de la haute-cour impériale, juge en la cour de justice criminelle de Paris, etc. Un vol. in-8°.

Prix, 1 fr. 80 c., et 2 fr. par la poste.

A Paris, chez Léopold Collin, libraire, rue Git-le-Cœur, n° 4. — 1808.

Le Fils banni, ou la Retraite des Brigands, traduit de l'anglais de Maria-Regina Roche, auteur des *Enfans de l'Abbaye*, 4 vol. in-12.

Prix, 7 fr. 50 c., et 10 fr. franc de port.

A Paris, chez J. Chaumerot, libraire, Palais-Royal, galerie de bois, n° 188.

Le Petit Arithmétique décimal, ouvrage mis à la portée des enfans et des habitans des campagnes.

Prix, 40 c., et 50 c. franc de port.

A Paris, chez Dubroca, libraire, rue Christine, n° 10.

Avicéptologie française, ou Traité général de toutes les ruses dont on peut se servir pour prendre les oiseaux; avec une collection considérable de figures et de pièges nouveaux, propres à différentes chasses.

Prix, 4 fr. 25 centimes pour Paris, et 5 fr. franc de port.

A Paris, chez Cussac, imprimeur-libraire, rue Croix-des-Petits-Champs, n° 23.

*Table des auteurs, éditeurs, commentateurs, imprimeurs célèbres, anonymes; estampes, dessins, peintures, manuscrits, ouvrages imprimés sur papier vélin, etc., du Catalogue des livres de M. ***.*

Ceux qui possèdent le Catalogue de cette belle vente, dont les dernières vacations renferment de magnifiques articles, peuvent, moyennant le bon joint audit Catalogue, faire retirer cette Table chez M. A. A. Renouard, libraire, rue Saint-André-des-Arcs, n° 53.

COURS DU CHANGE.

Bourse d'hier.

EFFETS PUBLICS.

Cinq pour % j. du 22 sept. 1807..	85 fr. 15 c.
Idem. jous. du 22 mars 1808.....	82 fr. 50 c.
Bons de remboursement.....	fr. c.
Provisoire.....	fr. c.
Bons an 7.....	fr. c.
Bons an 8.....	fr. c.
Rescriptions sur domaines.....	92 fr. c.
Rescript. pour rach. de rentes fonc.	fr. c.
Idem. Non réclamées dans les dép.	fr. c.
Act. de la B. de Fr. j. du 1 ^{er} janv. 1853	fr. 75 c.

Entreprises particulières.

Caisse des rentiers.....	fr. c.
Actions des ponts, j. du 1 ^{er} janv..	fr. c.
Actions des fonderies de Vaucluse.	fr. c.

SPECTACLES.

Académie Impériale de Musique. Aujourd'hui, relache. — Mardi 8, la 1^{re} repr. des *Amours d'Antoine et Cléopâtre*, ballet historique en 3 actes.

Théâtre-Français. Les comédiens ordinaires de S. M. l'EMPEREUR, donneront aujourd'hui, la 3^e repr. de l'Assemblée de Famille, com. nouv. en 5 actes en vers.

Théâtre de l'Impératrice, rue de Louvois. Les comédiens ordinaires de S. M. donneront aujourd'hui les *Voyageurs*, le *Volage*, et M. Têtu.

Théâtre de l'Opéra-Comique. Les comédiens ordinaires de S. M. l'EMPEREUR, donneront aujourd'hui — Incéssamment la reprise de *Picaros et Diégo*.

Théâtre du Vaudeville, rue de Chartres. Aujourd'hui, M. Guillaume, préc. de la Bonne Aubaine.

Théâtre des Variétés, boulevard Montmartre. Aujourd'hui, M. Giraffe, Jocrisse au Bal de l'Opéra, la Pièce qui n'en est pas une, et l'Ecole tragique.

Théâtre de la Gaîté, boulevard du Temple. Aujourd'hui, la Tête du Diable, et la 2^e repr. de M. Quinquina.

Ambigu-Comique, boulevard du Temple. Aujourd'hui, Saakem ou le Corsaire, précédé de la Fille coupable.

Théâtre Montansier, Palais du Tribunat. Aujourd'hui, M. Ravel aîné dansera un pas de demi caractère, et fera différens exercices et sauts extraordinaires. Les sauteurs en Enfer.

Cirque Olympique de MM. Franconi, fils. Aujourd'hui, Grands exercices d'équitation, et les Folies et Aventures de Don-Quichotte et de Sancho.

Panorama. Les vues de la ville d'Amsterdam, et de Boulogne, sont exposées dans les deux rotondes du boulevard Montmartre; depuis dix heures du matin jusqu'à six. — Prix d'entrée, 2 fr. chaque.

Panharmonicon, rue du Lycée, près le Palais-Royal; l'entrée est par la cour des Fontaines, n° 1. — Tous les jours, à huit heures du soir.

Spectacle de M. Olivier, rue de Grenelle Saint-Honoré. Spectacle tous les jours à huit heures, sans exception. M. Olivier répètera les Tours les plus curieuses, et les mêmes divertissemens qu'il a eu l'honneur d'exécuter à Fontainebleau devant LL. MM. II. et RR., et devant la cour.

Spectacle pittoresque et mécanique de M. Perre, rue de la Fontaine-Michaudière, carrefour Gaillon. Spectacle tous les jours, à sept heures demie, et continuation de l'intéressante collection de Pièces nouvelles annoncées par les affiches. — Prix des places, 3 fr., 2 fr. et 1 fr.

Galerie des chefs-d'œuvre de l'architecture des différens peuples, rue de Seine, faubourg St.-Germain, n° 8. — Cette collection, unique dans son genre, exécutée en modèles, sous la direction et d'après les dessins de L. F. Cassas, auteur des *Voyages d'Istrie, d'Almatie, Syrie, Phénicie, Palestine, etc.*, est ouverte tous les jours, depuis dix heures jusqu'à quatre. — Prix d'entrée, avec la feuille explicative, 1 fr. 50 c.

A Paris, de l'imprimerie de H. ACASSE, propriétaire du Moniteur, rue des Poitevins, n° 6.